

Power Corporation – Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Les lecteurs sont priés de se reporter à la section intitulée « Déclarations prospectives » à la fin du présent communiqué.

Montréal (Québec), le 18 février 2020 – Power Corporation du Canada (TSX : POW) (« Power Corporation » ou la « Société ») a annoncé aujourd’hui qu’elle a déposé auprès de la Bourse de Toronto (la « TSX ») un avis d’intention de lancer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l’« OPRCNA »), et que la TSX l’a accepté.

Aux termes de l’OPRCNA, la Société peut racheter aux fins d’annulation, sur le marché libre, à son gré pendant la période commençant le 20 février 2020 et se terminant le 19 février 2021 ou au moment de la fin des rachats aux termes de l’OPRCNA, selon la première éventualité, jusqu’à 30 000 000 d’actions comportant des droits de vote limités de la Société (les « actions comportant des droits de vote limités »), représentant environ 5,2 % du « flottant » des actions comportant des droits de vote limités (au sens des règles de la TSX), sous réserve des modalités et des restrictions usuelles applicables à de telles offres.

Les rachats quotidiens à la TSX aux termes de l’OPRCNA seront limités à 293 370 actions comportant des droits de vote limités, à l’exclusion des rachats effectués conformément à l’exception relative aux achats de blocs, en fonction du volume de négociation quotidien moyen pour la période de six mois se terminant le 31 janvier 2020, soit 1 173 483. Le nombre réel d’actions comportant des droits de vote limités pouvant être rachetées aux termes de l’OPRCNA et le moment de ces rachats seront déterminés par la direction de la Société, sous réserve de la législation applicable et des règles de la TSX. Au cours des 12 mois précédant le 18 février 2020, Power Corporation n’a effectué aucun rachat d’actions comportant des droits de vote limités aux termes d’une offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Les rachats aux termes de l’OPRCNA devraient être effectués par l’intermédiaire de la TSX ou d’un système de négociation parallèle au Canada, aux cours en vigueur sur le marché. L’OPRCNA sera financée au moyen des ressources en trésorerie existantes de Power Corporation, et toutes les actions comportant des droits de vote limités rachetées par la Société aux termes de l’OPRCNA seront annulées.

En date du 13 février 2020, à la suite de la réalisation de l’opération de réorganisation aux termes de laquelle la Société a acquis la totalité des actions ordinaires émises et en circulation de la Corporation Financière Power (les « actions de CFP ») dont elle n’était pas déjà propriétaire, directement ou indirectement, et a émis un total de 250 628 173 actions comportant des droits de vote limités aux anciens porteurs d’actions de CFP, la Société avait 628 325 622 actions comportant des droits de vote limités émises et en circulation et un « flottant » (au sens des règles de la TSX) de 577 391 327 actions comportant des droits de vote limités.

Power Corporation estime que l’OPRCNA lui donnera la souplesse nécessaire pour gérer sa situation du capital tout en créant de la valeur pour les actionnaires.

Power Corporation a l’intention de mettre en place un régime d’achat d’actions automatique (le « RAAA ») auprès d’un courtier désigné afin de permettre le rachat d’actions comportant des droits de vote limités aux termes de l’OPRCNA à des moments où la Société ne serait normalement pas autorisée à racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes d’interdiction des opérations qu’elle s’est elle-même imposées.



À propos de Power Corporation

Power Corporation est une société internationale de gestion et de portefeuille axée sur les services financiers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Ses principales participations consistent en des sociétés de premier plan dans les secteurs de l'assurance, de la retraite, de la gestion de patrimoine et de l'investissement, incluant un portefeuille de plateformes de placements dans des actifs alternatifs. Pour de plus amples renseignements, veuillez visiter le www.PowerCorporation.com.

Déclarations prospectives

Certains énoncés dans le présent communiqué, autres que les énoncés d'un fait historique, sont des déclarations prospectives qui s'appuient sur certaines hypothèses et traduisent les attentes actuelles de la Société. Les déclarations prospectives sont fournies afin de présenter de l'information sur les attentes et les plans actuels de la direction concernant l'avenir. Le lecteur ne doit pas oublier que ces déclarations peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Ces déclarations peuvent comprendre, notamment, des déclarations concernant l'exploitation, les activités, la situation financière, les résultats financiers prévus, le rendement, les perspectives d'affaires, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs, stratégies et perspectives continus de la Société, et des déclarations concernant l'intention de la Société de lancer l'OPRCNA et de mettre en place le RAAA ainsi que le moment et le nombre de rachats d'actions comportant des droits de vote limités aux termes de ceux-ci. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendant de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'utilisation de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

De par leur nature, les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des attentes, des prévisions, des prédictions, des projections et des conclusions pourraient se révéler inexacts, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être atteints. Divers facteurs, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales, touchent les activités, le rendement et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs entreprises. En raison de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer de façon significative des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou prévus. Ces facteurs comprennent notamment l'incidence, ou l'incidence imprévue, de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des fluctuations des taux d'intérêt, du taux d'inflation et des taux de change, des politiques monétaires, des investissements des entreprises et de la santé des marchés des actions et des marchés financiers locaux et mondiaux, de la gestion des risques liés à la liquidité des marchés et au financement, des risques liés aux placements dans des titres de sociétés fermées et des titres illiquides, des risques liés aux instruments financiers, des changements de conventions et de méthodes comptables utilisées pour présenter l'information financière (y compris les incertitudes liées aux estimations, aux hypothèses et aux jugements importants), l'incidence de l'application de modifications comptables futures, de la concurrence, des risques opérationnels et de ceux liés à la réputation, aux changements technologiques, à la cybersécurité, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société et de ses filiales à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance, ainsi que la capacité de la Société et de ses filiales à prévoir et à gérer avec succès les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié d'examiner attentivement ces facteurs et d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. L'information contenue dans les déclarations prospectives est fondée sur certaines hypothèses importantes ayant permis de tirer une conclusion ou d'effectuer une prévision ou une projection, notamment la disponibilité de trésorerie aux fins des rachats d'actions comportant des droits de vote limités en circulation aux termes de l'OPRCNA, l'existence d'autres façons d'utiliser les ressources en trésorerie de la Société qui pourraient être supérieures à la réalisation de rachats aux termes de l'OPRCNA, le respect par les tiers de leurs obligations contractuelles, la conformité aux lois et aux règlements applicables relativement à l'OPRCNA, les perceptions de la direction en ce qui concerne les tendances historiques, les conditions actuelles et l'évolution future prévue, ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances, notamment qu'on ne s'attend pas à ce que les facteurs mentionnés dans le paragraphe qui précède, collectivement, aient une incidence importante sur la Société et ses filiales. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose la direction, elles pourraient se révéler inexacts.

À moins que les lois canadiennes applicables ne l'exigent expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs, ou autrement.



POWER CORPORATION
DU CANADA

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes liés aux activités de la Société, et les facteurs et hypothèses importants sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés, sont fournis dans ses documents d'information, y compris son rapport de gestion et sa notice annuelle les plus récents déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

- 30 -

**Pour de plus amples renseignements,
veuillez communiquer avec :**

Stéphane Lemay
Vice-président, chef du contentieux et secrétaire
514-286-7400